

Termes de Référence

Gestion de l'information pour la préparation aux désastres

HTI2203

Haïti

Juillet 2022

Version 1

1. Résumé

Pays d'intervention	Haïti		
Type d'urgence	<input checked="" type="checkbox"/> Catastrophe naturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Conflit	
Type de crise	<input checked="" type="checkbox"/> Crise soudaine	<input checked="" type="checkbox"/> Crise prolongée	
Agence(s) / Organisme(s) mandataire(s)	OIM à travers les fonds ECHO		
Code projet IMPACT	HTI2203		
Durée totale de la recherche	12/08/2022 à 12/05/2023		
Calendrier de la recherche	1. Présentation préliminaire : 10/08/2022 (phase 1)	7. Produits envoyés pour validation : 07/09/2022 (phase 1)	
Ajouter les échéances planifiées (pour le premier cycle si plusieurs)	2. Début de la collecte de données : 10/08/2022 (phase 1)	8. Produits publiés : 14/09/2022 (phase 1)	
	3. Fin collecte de données : 25/08/2022 (phase 1)	9. Présentation finale : 16/09/2022 (phase 1)	
	4. Données analysées : 05/09/2022 (phase 1)	10. Pilote/formation #1 : 10/10/2022 (phase 3)	
	5. Données envoyées pour validation : 06/09/2022 (phase 1)	11. Pilote/formation #2 : 10/02/2023 (phase 3)	
Nombre d'évaluation	<input checked="" type="checkbox"/> Une seule évaluation (un cycle) <input type="checkbox"/> Plusieurs évaluations (plus d'un cycle) <i>[Décrire ici la fréquence du cycle]</i>		
Etape(s) humanitaire(s) clé(s)	Etapes	Echéances	
Spécifier ce que l'évaluation va informer et quand , par exemple : le Cluster Abris va utiliser ses données pour rédiger son Revised Flash Appeal;	<input type="checkbox"/> Plan/stratégie d'un bailleur	-- / / ----	
	<input type="checkbox"/> Plan/stratégie inter-cluster	-- / / ----	
	<input type="checkbox"/> Plan/stratégie d'un cluster	-- / / ----	
	<input checked="" type="checkbox"/> Plan/stratégie d'une plateforme d'ONG	N/A	
	<input checked="" type="checkbox"/> Autre (spécifier) : Harmonisation des outils d'évaluation rapide (OCHA et DPC)	-- / / ----	

Type d'audience & Dissémination	Type d'audience x Stratégique x Programmatique x Technique	Dissémination x Envoi général des produits (par exemple, par courriel aux consortiums d'ONG, aux participants de l'équipe humanitaire du pays, aux bailleurs) x Présentation des résultats (par exemple à la réunion de l'équipe humanitaire du pays ; d'un Cluster) x Diffusion sur le site web (Relief Web et Centre de ressources REACH)
Plan détaillé de dissémination requis	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Objectif général	Renforcer le système d'évaluation de la réponse rapide en Haïti en cas de catastrophe soudaine en i) créant une vue d'ensemble et améliorant la compréhension des parties prenantes de la préparations aux désastres (réductions des risques de catastrophes), y compris les gouvernements locaux, les donateurs internationaux, les ONG et les agences de l'ONU, sur le paysage actuel de la préparation aux désastres et les activités en cours, et ii) aider le processus d'harmonisation des approches des évaluations rapides entre différents acteurs et parties prenantes et iii) favoriser le processus de partage d'informations en cas de catastrophe entre les parties prenantes.	
Objectif(s) spécifique(s)	1) Assurer la sensibilisation de tous les acteurs humanitaires quant au processus de gestion de l'information en cas de catastrophe en Haïti. 2) Assurer la préparation de tous les acteurs à un système efficace et prédéfini de gestion de l'information en cas de catastrophe. 3) En cas de catastrophe, le partage d'informations efficaces, opportunes et de haute qualité avec la communauté humanitaire.	
Questions de recherche	1. Quelles sont les raisons pour lesquelles la Boîte à outil MIRA et les outils EDAB ne sont pas utilisés de façon systématique par la communauté humanitaire lors de l'évaluation des besoins humanitaires dans la réponse rapide en Haïti ? 2. Quels sont les informations nécessaires et suffisantes à la prise de décision dans la réponse rapide aux crises humanitaires en Haïti ? 3. Quels acteurs partenaires pour prendre part au réseau d'intervention rapide d'évaluation en cas de catastrophe ?	

Sources de données secondaires	<ol style="list-style-type: none"> 1. UNDP, "Strengthening capacities for Disaster Risk Management and Resilient Building Project": 2. UNDRR, "Checklist 2.0: Scaling up disaster risk reduction in humanitarian action. Recommendations for the Humanitarian Programme Cycle", 2021 3. UNDRR, "Scaling up disaster risk reduction in humanitarian action", 2021 4. ECHO, "Disaster Preparedness: Guidance Note," 2021. 5. IASC, Note d'orientation sur l'évaluation multisectorielle initiale rapide, 2015 6. ACAPS, Technical Brief. Secondary Data Review. Sudden Onset Natural Disasters, 2014 7. DPC, Trousse de communication et de plaidoyer pour la GRD en Haïti, 2014 8. DPC, Haïti. Aide – mémoire : réponse aux urgences, 2018 9. DPC, Haïti, grille d'évaluation des dégâts et analyses de besoins (EDAB), 2017 10. OCHA, Boîte à outils MIRA, 2017 11. DPC, Plan national de gestion des risques de désastres 2019-2030, 2019 12. BRGM, CIAT, Banque Mondiale, Atlas des menaces naturelles en Haïti, mai 2017 13. MPCE, Politique nationale de lutte contre les changements climatiques, 2019 			
	<input type="checkbox"/>	PDI dans des camps	<input type="checkbox"/>	PDI dans des sites informels
	<input type="checkbox"/>	PDI dans des communautés hôtes	<input type="checkbox"/>	PDI [Autre, spécifier]
	<input type="checkbox"/>	Réfugiés dans des camps	<input type="checkbox"/>	Réfugiés dans des sites informels
	<input type="checkbox"/>	Réfugiés dans des communautés hôtes	<input type="checkbox"/>	Réfugiés [Autre, spécifier]
	<input type="checkbox"/>	Non-déplacés (hôtes)	<input checked="" type="checkbox"/>	Les acteurs internationaux, nationaux et locaux, c'est-à-dire les ONG, les agences nationales et de l'ONU opérant dans le secteur de la réduction des risques de catastrophe en Haïti.
Couverture géographique	Tous les départements du pays			
Type(s) de produit(s) attendu(s)	x	Document de référence # : 1	x	Modèle rapport # : 2
	x	Présentation (finale) # : 1	x	Modèle carte # : 6
			x	Shiny App # : 4
			x	Module de formation # : 6

	x	Modèle Excel # : 4	x	Feuille de présence de formateurs # : 20	x	Feuille de présences formation technique # : 4
Accès	x	Restreint (diffusion bilatérale uniquement sur la base d'une liste de diffusion convenue, pas de publication sur la plateforme REACH ou d'autres)				
Visibilité	REACH					
	Donor: ECHO					
	Plateforme de coordination : OIM					
	Les partenaires : <i>DGPC, Comité thématique évacuation et gestion des abris (CTEGAP), IMWG, OCHA, OIM, MPCE, tous les secteurs</i>					

2. Justification

2.1. Contexte et informations générales

Haïti, par sa situation géographique et géodynamique, est exposé à des phénomènes naturels nombreux : événements de nature géologique (séismes, mouvements de terrain), hydrologique (tsunamis, submersion marine, inondations par débordement de cours d'eau), et météorologique (cyclones, sécheresse)¹. De ce fait, le pays est classé comme le plus vulnérable dans la région caribéenne et est le 14^{ème} sur le plan mondial selon l'Indice de gestion des risques (INFORM)². L'indice de risque climatique à long terme (CRI) : classe Haïti comme le 3^{ème} pays le plus touchés de 2000 à 2019 (moyennes annuelles)³. Cet indice est calculé en fonction de l'exposition d'un pays ou territoire à des risques naturels, la prédisposition de ce pays ou territoire à subir des conséquences lourdes, la capacité du pays ou territoire à faire face à ces risques, et les stratégies d'adaptation en place pour réagir et se relever, compte tenu des différents facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux.

Dans ce contexte, l'aide humanitaire d'urgence reste vitale pour venir en aide aux victimes de catastrophe. Le renforcement de la résilience à travers une meilleure prévention et gestion des risques constitue une étape clefs pour protéger la population, les moyens d'existence et les biens des ménages. Le quatrième objectif stratégique du HRP 2021 cible notamment à la préparation de la réponse aux menaces naturelles et aux chocs, avec « *Au moins 60% des personnes ciblées à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un autre choc bénéficieront d'une intervention opportune, efficace*

¹ Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), [Atlas des menaces naturelles en Haïti](#), mars 2017

² UE/ISAC, [INFORM 2022](#), 2022

³ GERMANWATCH, [Global Climate Risk Index 2021](#), janvier 2021

et coordonnée »⁴. Lorsqu'une crise humanitaire survient sur le territoire haïtien, un mécanisme est mis en place par la DPC qui assure le leadership du COUD, alors activé, pour assurer la coordination de la réponse opérationnelle. Au niveau national, la réponse immédiate aux besoins humanitaires des personnes affectées par la crise est coordonnée par la DPC avec l'appui de la communauté humanitaire aux niveaux national, départemental et communal⁵.

Un processus d'évaluation est conduit et coordonné par la DPC avec l'appui de la coordination humanitaire. Il existe une idée générale de la manière dont l'information doit être collectée en cas de catastrophe ou de choc en Haïti grâce à l'utilisation des outils suivants :

- 1) **L'évaluation des dégâts et analyse de besoins (EDAB)** utilisé par la DPC dans les premières 72h post-impact, est un outil quantitatif d'évaluation des besoins multisectoriels et d'identification des priorités humanitaires stratégiques⁶ ;
- 2) **L'évaluation multisectorielle initiale rapide (MIRA)**, est un outil qualitatif d'évaluation des besoins multisectoriels et d'identification des priorités humanitaires stratégiques utilisé par la DPC et l'ensemble des partenaires humanitaires entre les 4 à 15 jours post-impact⁷.

Malgré les directives générales sur la gestion de l'information en cas de catastrophe en Haïti, il y a un manque de clarté sur les rôles et les responsabilités des individus, des organisations et des agences dans ce processus, ainsi qu'un manque de compréhension de la communauté humanitaire en général quant au protocole. La collecte de données effectuée après une catastrophe présente parfois des lacunes en termes de qualité, d'efficacité et de rapidité du partage des données. Par conséquent, des systèmes de préparation à la gestion de l'information en cas de catastrophe doivent être mis en place pour garantir que tous les processus de collecte de données sont aussi efficaces que possible et produisent des données de haute qualité utiles à la planification de la réponse humanitaire. Le présent projet financé par ECHO via l'OIM, vise à faciliter la gestion des risques de catastrophe et le développement d'un réseau de partenaires formés pour la réponse rapide. Ce travail s'appuie sur une collaboration entre les acteurs et secteurs humanitaires (dont la DPC, l'OIM, OCHA et l'initiative REACH).

2.2. Effets escomptés

⁴ OCHA, [Plan de réponse humanitaire 2021-2022](#), avril 2022

⁵ DPC, [Haïti Aide – mémoire : réponse aux urgences](#), mars 2018

⁶ Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales Direction de la Protection Civiles, [Grille d'évaluation rapide des dégâts et des besoins saison cyclonique 2017](#), 2017

⁷ Voir boîte à outil MIRA, développée par OCHA pour plus d'information. OCHA, [Boîte à outil MIRA](#), septembre 2018.

L'EDAB et le MIRA sont des outils opérationnels aussi bien que des outils de coordination. Tous les acteurs humanitaires en sont donc parties prenantes. L'utilisation de ces outils harmonisés par tous les acteurs vise à permettre la comparabilité des résultats dans l'espace, dans le temps et entre les acteurs ayant suivi cette méthodologie commune. Les outils harmonisés doivent donc servir à renforcer la coordination entre les acteurs de la réponse et ainsi promouvoir une action humanitaire plus rapide, efficace et redevable. Les acteurs opérationnels – principaux acteurs de la mise en œuvre des EDAB et MIRA ont ainsi une responsabilité importante dans le partage des informations collectées. D'autre part, les organismes de coordination ont la responsabilité de garantir une bonne répartition des ressources en matière d'évaluations ainsi que de garantir la diffusion adéquate des rapports d'évaluation et la coordination des actions de réponse basées sur ces informations.

Grâce à la mise en œuvre de la préparation des systèmes de gestion de l'information en cas de catastrophe, ce projet assurera la préparation de tous les acteurs impliqués pour la collecte efficace et effective de données de haute qualité afin de garantir un plan de réponse humanitaire plus informé et rapide.

Les activités susmentionnées permettront de poser les bases d'un système solide de réponse aux catastrophes en termes de gestion de l'information, un système qui pourra être utilisé à plus long terme. Avec un système stable et reconnu en place, les tâches et les activités peuvent s'institutionnaliser et davantage d'acteurs locaux et gouvernementaux peuvent jouer un rôle de premier plan.

3. Méthodologie

3.1. Aperçu de la méthodologie

Le projet n'est pas un cycle de recherche tel que prévu dans ce modèle de Termes de référence, mais vise un renforcement des capacités d'évaluation multisectorielles rapide des acteurs humanitaires en Haïti. Il est décliné en 3 phases principales, couvrant les 10 départements et qui seront mises en œuvre par REACH en collaboration avec l'Office international des migrations (OIM) et en consultation avec la coordination nationale :

Ce projet comprend la préparation des éléments suivants en cas de catastrophe :

Phase initiale :

- i) analyse des outils et mécanismes de gestion de l'information existants pour le MIRA et l'EDAB en Haïti ainsi que des problématiques de mise en œuvre dans tous les départements par les différents acteurs humanitaires ;

- ii) un document de référence mis à jour sur la procédure d'évaluations rapides après une catastrophe en Haïti ;

Phase stratégique :

- i) un réseau d'acteurs formés (et par le biais de ces acteurs, la formation d'enquêteurs) et préparés pour la collecte rapide de données (avec des outils KOBO mis à jour et préparés sur les dispositifs de collecte de données) ;
- ii) des outils de collecte de données mis à jour et vérifiés (avec les acteurs et secteurs humanitaires, par ex. DGPC, OCHA, OIM) avec une traduction et un codage sur KOBO ;
- iii) des scripts de nettoyage des données, des scripts d'analyse des données, des modèles de rapports pour présenter les résultats, des modèles de cartes ;

Phase formation, accompagnement à la mise en œuvre et capitalisation :

- i) le renforcement des capacités d'une équipe " technique " (membres du groupe de travail sur la gestion de l'information IMWG) dans la gestion des outils de collecte de données, le nettoyage des données, l'analyse des données, la production de rapports, la production de cartes.

3.2. Population visée

La population concernée comprend les acteurs non étatiques nationaux et internationaux qui mettent en œuvre des activités de DRR dans tous les départements de Haïti. En effet, la prévalence et l'impact des catastrophes naturelles varient d'une région à l'autre, tout comme la réponse qui en découle. L'équipe de terrain d'IMPACT a engagé divers partenaires clés, dont l'OIM, OCHA et la DPC pour l'aider à identifier les acteurs non étatiques de la préparation aux désastres.

Les partenaires humanitaires seront impliqués à travers le groupe de travail sur la gestion de l'information IMWG dès le début de l'évaluation afin d'identifier conjointement les indicateurs, de définir la méthodologie et de soutenir les exercices de collecte de données pour assurer une forte appropriation par les autres acteurs humanitaires. Si nécessaire et dans la mesure du possible, des organisations locales issues de la population concernée seront sélectionnées pour effectuer la collecte des données. REACH assurera la coordination avec les structures de coordination et de décision humanitaires, notamment OCHA, ISCG/HCT, tous les secteurs techniques et l'IMWG.

3.3. Revue des données secondaires

Une revue des données secondaires sera entreprise en examinant tout le matériel existant et les recherches relatives à la réduction des risques de catastrophes en Haïti en général et plus

spécifiquement aux évaluations multisectorielles post-catastrophe. En fournissant une vue d'ensemble des risques déjà identifiés dans la littérature et des acteurs impliqués dans la gestion des risques de catastrophes en Haïti, la revue des données secondaires servira à (1) identifier les thèmes qui peuvent être explorés par la collecte et l'analyse des données qualitatives et quantitative et (2) mettra en évidence les acteurs clés qui devraient être contactés lors de la collecte des données primaires. L'équipe d'évaluation s'appuiera sur le réseau de parties prenantes locales, nationales et internationales impliquées dans la préparation aux désastres et/ou dans les activités liées à gestion des risques de catastrophe que OCHA et la DPC a constitué en Haïti au cours des dernières années, afin d'identifier d'autres sources de données susceptibles de contribuer à cette évaluation et de s'assurer que la revue des données secondaires est aussi complète que possible.

Voir ci-dessous une liste (non exhaustive) des sources d'information qui seront incluses dans le cycle de recherche :

- **Rapports des agences UN, nationales et internationales, non-gouvernementales telles que :**
 - UNDP, "[Strengthening capacities for Disaster Risk Management and Resilient Building Project](#)":
 - UNDRR, "[Checklist 2.0: Scaling up disaster risk reduction in humanitarian action. Recommendations for the Humanitarian Programme Cycle](#)", 2021
 - UNDRR, "[Scaling up disaster risk reduction in humanitarian action](#)", 2021
 - ECHO, "[Disaster Preparedness: Guidance Note](#)," 2021.
 - IASC, [Note d'orientation sur l'évaluation multisectorielle initiale rapide](#), 2015
 - ACAPS, [Technical Brief. Secondary Data Review. Sudden Onset Natural Disasters](#), 2014
 - OCHA, [Boîte à outils MIRA](#), 2017

- **Rapports des organisations gouvernementales haïtiennes telles que :**
 - MPCE, DPC, [Plan national de gestion des risques de désastres 2019-2030](#), 2019
 - DPC, [Trousse de communication et de plaidoyer pour la GRD en Haïti](#), 2014
 - DPC, [Haïti. Aide – mémoire : réponse aux urgences](#), 2018
 - DPC, [Haïti, grille d'évaluation des dégâts et analyses de besoins \(EDAB\)](#), 2017

3.4. Détail de la méthodologie et collecte de données primaire

Phase 1 : Diagnostic initial

- **Appuyer la gestion de l'information en matière de réaction rapide**

Un document de référence concis sera rédigé et diffusé en coordination avec la DGPC, l'OCHA, l'OIM sur une base régulière auprès des acteurs humanitaires afin d'assurer une connaissance complète et claire des procédures à suivre pour les évaluations rapides en cas de catastrophe soudaine en Haïti.

Activités :

- Analyse des outils et mécanismes de gestion de l'information existants pour le MIRA et l'EDAB en Haïti ainsi que des problématiques de mise en œuvre dans tous les départements par les différents acteurs humanitaires ;
- En coordination avec la DGPC, présentation du projet en utilisant les structures humanitaires communes, par exemple l'ECP, l'intersecteur, les groupes de travail CLIO, IMWG, dans lesquelles les acteurs sont encouragés à apporter leur contribution au système et au processus à adopter.
- Coordination étroite avec la DGPC, OCHA et OIM pour définir la stratégie et la méthodologie de ce système à travers une série de réunions à Port-au-Prince et en contact avec les membres départementaux de la DGPC.
- Rédaction d'un bref document de référence qui devra être revu par la DGPC, OCHA et OIM et validé par l'intersecteur.
- Présentation du document de référence avec la DGPC à travers l'ECP, l'Inter-secteur, les groupes de travail sectoriels et le CLIO.
- Participation de REACH aux réunions trimestrielles du mécanisme de réponse rapide organisées par l'OIM et la DGPC avec les acteurs gouvernementaux, les acteurs locaux, les secteurs ainsi que les ONG nationales et internationales.

Phase 2 : Phase stratégique

- **Développer un réseau de partenaires pour la réponse rapide**

REACH organisera la création et l'entretien d'un réseau d'acteurs chargés de la collecte de données en cas de catastrophe, avec un accent particulier sur les zones situées en dehors de la ZMPAP, étant donné qu'il existe déjà un système - la matrice de suivi des déplacements (DTM) - qui peut intervenir en cas de catastrophe soudaine. Le réseau d'acteurs sera composé d'agences gouvernementales, dont la DGPC, d'ONG internationales, d'ONG nationales et d'autres groupes dirigés par la communauté, par exemple des réseaux d'églises.

Activités :

- Identification par REACH et en appui avec la coordination humanitaire des partenaires par département et coordination de la participation au projet. La participation au projet comprendra entre autres :
 - La formation d'un réseau de formateurs (formés par REACH)
 - Ces formateurs auront ensuite la charge de la formation des enquêteurs (soutenue par REACH et sous l'organisation des partenaires du réseau).

Ce réseau prendra en compte :

- Les communes couvertes ;
 - Les dates couvertes au cours de l'année suivante (pour les ONG n'ayant pas une présence continue dans certaines zones) ;
 - Les capacités/ressources disponible pour la logistique de la collecte de données en cas de catastrophe dans la commune couverte (logistique, ressources humaines, coûts).
- Formation par REACH des formateurs dans chaque département (une fois tous les six mois, soit deux fois par an) en coordination avec OIM et la DGPC, avec au moins 5 formateurs à former par département comprenant les sujets suivants :
 - i) conseils sur la façon dont le système doit être déclenché ;
 - ii) installation du KOBO, synchronisation des questionnaires, synchronisation des données ;
 - iii) méthodologie de collecte des données, échantillonnage et contrôle de qualité ;
 - iv) test / pilote de collecte des données avec les 2 questionnaires spécifiés.

La formation a lieu dans chaque département, à moins que des problèmes de sécurité ou de logistique n'en rendent l'accès impossible, auquel cas d'autres moyens de formation sont utilisés, par exemple en ligne. Dans la mesure du possible, ces formations de cartographie communautaire seront conciliées avec les formations de cartographie communautaire relatives à l'autre aspect de ce projet.

- Suivi des partenaires sur le terrain pour assurer la formation des enquêteurs, y compris le maintien d'une base de données afin de suivre le nombre d'enquêteurs disponibles et formés pour chaque commune.
- Maintien du réseau de partenaires par le biais d'une communication et d'une collaboration régulières afin de garantir une compréhension actualisée des capacités tout au long du projet.

Tableau 1 Couverture géographique des formations

Départements	Nombre de formateurs formés (session 1)
Artibonite	5

Centre	5
Grand'Anse	5
Nippes	5
Nord	5
Nord-Est	5
Nord-Ouest	5
Ouest	5
Sud	5
Sud-Est	5
Total	50

- **Développer des outils de la collecte des données**

En se basant sur les outils MIRA et EDAB existants et en coordination avec la DGPC, l'OCHA et l'OIM ainsi que les responsables sectoriels, REACH révisera, affinera la traduction et codera les outils à utiliser sur la plateforme KOBO.

Activités :

- Révision des outils de collecte de données avec la DGPC, l'OCHA, l'OIM, l'IMWG et les groupes de travail sectoriels, produisant un plan d'analyse des données du questionnaire à valider par l'Inter-Secteur.
- Révision et affinage de la traduction des outils.
- Codage des outils sur KOBO et test des outils sur le terrain et par l'utilisation de techniques de génération de réponses aléatoires.
- La version finale du questionnaire sera partagée avec la DGPC, OCHA, OIM et les partenaires sur le terrain lors de la formation des formateurs.

- **Développer des outils d'analyse et de rapportage**

Sur la base du plan d'analyse des données/questionnaire validé, l'équipe REACH développera des scripts pour le nettoyage et l'analyse des données ainsi que des modèles pour l'établissement de rapports et la cartographie.

Activités :

- Production d'un script de nettoyage et d'analyse sur R (shiny app), vérification du script par la collecte de données " test ". Un outil de nettoyage et d'analyse alternatif sera également développé sur Excel pour permettre le nettoyage et l'analyse des données en cas d'impossibilité opérationnelle ne permettant pas d'utiliser le premier outil (plan B).
- Création de modèles de rapports (par exemple, des fiches d'information, des présentations, des tableaux de bord).
- Création de modèles de cartes sur QGIS ou ArcGIS (En fonction des capacités techniques des partenaires IMWG/DGPC).
- Tous les scripts et modèles seront validés par l'IMWG et partagés avec tous les membres ainsi que la DGPC, OCHA et OIM avant de lancer le renforcement des compétences techniques avec l'IMWG.

Phase 3 : Formation, accompagnement à la mise en œuvre et capitalisation

- **Appuyer le renforcement des compétences techniques en matière de gestion de l'information**

Afin de s'assurer qu'il existe une capacité technique pour traiter les données collectées après une catastrophe soudaine, plusieurs acteurs seront identifiés comme points focaux pour différents rôles et ensuite un renforcement des capacités sera fourni pour s'assurer que tous les acteurs de réponse technique identifiés sont prêts à prendre part à ce processus. Les membres de la DGPC ainsi que d'autres organisations nationales et gouvernementales seront inclus dans l'IMWG et, par conséquent, les membres de la DGPC feront partie de l'équipe technique spécifiquement formée pour être impliquée dans le processus d'information post-catastrophe. Les membres du Groupe d'information de la DGPC sont prioritaires pour participer à la réunion.

Activités :

- Identification de 3 personnes par rôle (préparation de l'outil de collecte de données, nettoyage des données/analyse des données, établissement de rapports, SIG)
- Préparation de matériel de formation pour les sujets suivants :
 - i) préparation de l'outil de collecte de données KOBO ;
 - ii) nettoyage des données ;
 - iii) analyse des données ;
 - iv) établissement de rapports ;
 - v) production de cartes / SIG.

- Renforcement des capacités techniques avec au moins 3 membres par thème (préparation de l'outil de collecte de données, nettoyage des données, analyse des données, établissement de rapports, SIG).

Tableau 2 Couverture du renforcement des compétences technique

Thématiques	Nombre de membres formés
Préparation de l'outil de collecte de données KOBO	3
Nettoyage des données	3
Analyse des données	3
Etablissement de rapports	3
Production de cartes / SIG	3
Total	15

4. Principales considérations éthiques et risques connexes

Le plan de recherche proposé répond / ne répond pas aux critères suivants :

<i>Le plan de recherché proposé...</i>	<i>Oui/ Non</i>	<i>Détails si non (y compris mitigation)</i>
... a été coordonnée avec les parties prenantes concernées afin d' éviter toute duplication inutile d'efforts de collecte de données ?	Oui	
... respecte les participants, leurs droits et leur dignité (en particulier, en demandant un consentement éclairé, en concevant la durée de l'enquête/ de la discussion tout en tenant compte du temps des participants, en assurant une juste restitution des informations fournies) ?	Oui	
... n'expose pas les personnes chargées de la collecte de données à des risques résultant directement de leur participation à la collecte de données ?	Oui	
... n'expose pas les participants / leurs communautés à des risques résultant directement de leur participation à la collecte de données ?	Oui	

... n'implique pas la collecte d'informations sur des sujets spécifiques pouvant être stressants et/ou re-traumatisants pour les participants à la recherche (à la fois les répondants et les personnes chargées de la collecte des données) ?	Non	Les répondants sont libres de participer ou pas à l'entretien ou de ne pas répondre à certaines questions. Ils ont la possibilité de retirer leur consentement pour la participation à l'enquête à tout moment. Les enquêteurs sont sensibilisés sur la possibilité de suspendre l'entretien sur la base des réactions des enquêtés
... n'implique pas la collecte de données auprès de mineurs , c'est-à-dire de toute personne de moins de 18 ans ?	Oui	
... n'implique pas la collecte de données auprès d'autres groupes vulnérables , par exemple les personnes avec un handicap, les victimes/survivants d'incidents de protection, etc. ?	Oui	
... suit les SOP d'IMPACT pour la gestion des informations personnelles identifiables ?	Non	Nous demanderons que le nom et l'adresse électronique des informateurs clefs (réseau de partenaires) soient repris dans la base de données publique. Ceci afin de s'assurer que lorsque les partenaires recherchent un partenaire qui pourrait mener des activités similaires, ils peuvent immédiatement contacter leur(s) homologue(s). En guise d'atténuation, nous demanderons un consentement éclairé pour la collecte et le partage de ces informations.

5. Rôles and responsabilités

Tableau 3 : Description des rôles et des responsabilités

<i>Description de la tâche</i>	<i>En charge</i>	<i>Redevable</i>	<i>Consultée</i>	<i>Informée</i>
Conception de la recherche	Assessment Officer	Assessment Officer	GIS Officer IMPACT HQ / OIM / Inter-secteur / IMWG / DPC / Groupe de travail sur la Réponse Rapide	Secteur Coordinator OCHA/Partenaires
Supervision de la collecte de données (phase 1 : diagnostic initial, ateliers et groupes de travail)	Assessment Officer	Assessment Officer	IMPACT HQ	OCHA /
Traitement des données (phase 1 : diagnostic initial, vérification, nettoyage)	Assessment Officer	Assessment Officer	IMPACT HQ	IMPACT HQ
Analyse des données (phase 1 : diagnostic initial)	Assessment Officer	Assessment Officer	IMPACT HQ	OCHA / OIM / DPC / IMWG
Production des résultats (rapports et révision de la boîte à outils ERM)	Assessment Officer	Assessment Officer	GIS Officer IMPACT HQ / OIM / Inter-secteur / IMWG / DPC / Groupe de travail sur la Réponse Rapide	Secteur Coordinator OCHA / Partenaires
Diffusion (rapport et boîte à outil, documentation révisée)	Assessment Officer	Assessment Officer	IMPACT HQ / OCHA / OIM / DPC	Secteur Coordinator OCHA / Partenaire
Monitoring & Evaluation	Assessment Officer	Assessment Officer	IMPACT HQ	IMPACT HQ / Partenaires
Leçons retenues/ enseignement tiré	Assessment Officer	Assessment Officer	Partenaires	IMPACT HQ / OCHA

Personne en charge : personne(s) en charge de l'exécution de la tâche

Personne redevable : personne qui valide la réalisation de la tâche et qui devra répondre du résultat final

Personne consultée : personne(s) qui doi(ven)t être consultée(s) lorsque la tâche est réalisée

Personne informée : personne(s) qui doi(ven)t être informée(s) lorsque la tâche est terminée

6. Plan d'analyse des données

N.B. : Le plan d'analyse ci-dessous s'applique aux **phases 1 (Diagnostic initial)** et **2 (Phase stratégique)** du projet. Il ne s'applique pas à la phase 3 (formations, accompagnement à la mise en œuvre et capitalisation) durant laquelle les partenaires vont conduire des ERM sous la supervision de REACH. Le développement de la méthodologie pour ces ERM est un des objectifs du projet et dépendra du résultat des consultations dans le cadre de la phase stratégique du projet. Cette méthodologie ERM ne sera donc pas présentée dans les présents Termes de référence.

QUESTIONS DE RECHERCHE ABORDEES A L'AIDE D'UN OU DES OUTIL(S) SEMI-STRUCTURE(S)

Questions de recherche	Sous-Q#	Sous-Question	QUESTION du questionnaire	Sonder	Méthode de collecte de données	Désagré gations clefs
Quelles sont les raisons pour lesquelles la Boîte à outil ERM de l'ICN n'est pas utilisée de façon systématique par la communauté humanitaire lors de l'évaluation des besoins humanitaires dans la réponse rapide en RDC ? (Phase 1)	1.	Quels sont les processus et outils utilisés dans l'évaluation des besoins humanitaires en Haïti ?	Comment organisez-vous vos évaluations lorsque les alertes sont partagés ?		Questionnaire auto-administré	Par hub humanitaire
			Quels sont les outils que vous utilisez pour ces évaluations ?			
			Avez-vous utilisé des évaluations rapides post-impact ? depuis 2017 ? depuis 2019 ?			
			Utilisez-vous les outils d'ERM ?			
	2.	Quelles sont les problèmes auxquels font face les acteurs dans la mise en œuvre de l'outil ERM actuel ?	Quelles sont selon vous les forces et faiblesses de l'outil ERM ?			
			Selon vous, quels sont les défis à relever pour que toute la communauté humanitaire utilise les outils ERM (par ex : ne pas évaluer une alerte déjà évaluée par un partenaire et se fonder sur le rapport déjà partagé pour apporter la réponse ? ne pas utiliser les outils développés : MIRA et EDAB) ?			

	3.	Quelle est l'implication des acteurs de la mise en œuvre de l'ERM dans la remontée et le suivi des alertes ?	Faites-vous aussi le suivi des alertes ? oui/non	Si non, pourquoi ?					
			Comment faites-vous pour remonter les informations sur les alertes de la base à la tête (OCHA/DPC) ?						
	4.	Quel est l'intérêt des acteurs de la mise en œuvre de l'ERM dans le processus de révision ?	Quelles sont vos attentes par rapport à ce projet ?						
			Etes-vous prêt à vous engager dans un processus de formations sur l'ERM ? oui/non	Si non, pourquoi ?					
	5.	Quelles sont les compétences et outils en gestion de l'information des acteurs de la mise en œuvre de l'ERM ?	Avez-vous déjà des compétences en gestion de l'info géographique ?						
			Avez-vous déjà des compétences en gestion des bases des données ? oui/non.						
			Quelles capacités opérationnelles de collectes de données avec vous au niveau de chaque département de Haïti ? ressources matérielles, humaines, compétences techniques ?						
			Pourrions-nous avoir les outils ERM ou autres que vous utilisez ? oui/non	Si non, pourquoi ?					
	2. Quels sont les informations nécessaires et suffisantes à la prise de décision dans la réponse rapide aux	1.	Quelle est la fonction de l'ERM selon les personnes consultées ?	Quels doivent être les objectifs de l'ERM selon vous ?				Exercices des groupes de travail stratégiques	
		2.	Quelles sont les décisions à prendre suite à une crise humanitaire selon les personnes consultées ?	Quelles décisions vous devez prendre à chaque étape de la réponse à la catastrophe : du moment de l'alerte à la réponse elle-même, et dans quel ordre ?					

crises humanitaires en RDC ? (Phase 2)	3.	Quelles sont les informations nécessaires et suffisantes à la prise de ces décisions ?	Quelles informations sont nécessaires à la prise de décision à chaque étape respective ?			
--	----	--	--	--	--	--

7. Plan de gestion des données

Plan de gestion des données disponibles sur demande

8. Plan de monitoring et d'évaluation

Objectif IMPACT	Indicateur externe de M&E	Indicateur interne de M&E	Point focal	Outil	L'indicateur sera-t-il suivi ?
Les acteurs humanitaires ont accès aux produits IMPACT	<p>Nombre d'organisations humanitaires ayant accès aux services/ produits IMPACT</p> <p>Nombre de personnes ayant accès aux services/ produits IMPACT</p>	# de téléchargements de X produits du Centre de Ressources	Demande du pays au siège	Journal_utilisateur (User_log)	<input type="checkbox"/> Oui
		# de téléchargements de X produits de Relief Web	Demande du pays au siège		<input type="checkbox"/> Oui
		# de téléchargements de X produits à partir de plates-formes au niveau du pays	Equipe du pays		<i>X</i> Oui
		# de clics sur x produits du bulletin global d'information REACH (<i>global newsletter</i>)	Demande du pays au siège		<input type="checkbox"/> Oui
		# de clics sur x produits du bulletin d'information du pays (<i>country newsletter</i>), sendingBlue, bit.ly	Equipe du pays		<input type="checkbox"/> Oui
		# de visites sur x webmaps/ x dashboards	Demande du pays au siège		<input type="checkbox"/> Oui
Les activités d'IMPACT contribuent à améliorer la mise en œuvre des programmes et la coordination de l'intervention humanitaire	Nombre d'organisations humanitaires utilisant les services/ produits IMPACT	# de références dans les documents HPC documents (HNO, SRP, Flash appeals, stratégie de cluster/ de secteur)	Equipe du pays	Journal_référence (Reference_log)	<i>Sondage des participants aux groupes de travail stratégiques</i>
		# de références dans les documents d'un seul organisme			<i>Sondage des participants aux formations de formateurs</i> <i>Sondage des utilisateurs des outils d'évaluation MIRA et EDAB</i>
Les acteurs humanitaires	Les acteurs humanitaires utilisent	Perception de la pertinence des programmes pays d'IMPACT	Equipe du pays	Modèle Usage_Ret	

utilisent les produits IMPACT	les données/produits IMPACT comme base de prise de décision, planification et fourniture de l'aide. Nombre de documents humanitaires (HNO, HRP, plan stratégique d'un cluster/organisme, etc.) directement informés par les produits IMPACT	Perception de l'utilité et de l'influence des résultats d'IMPACT		our et Usage_Sondage (Usage_Feedback and Usage_Survey Template)	<i>Sondage des partenaires à conduire en avril 2022, à la suite de la deuxième session de formation des formateurs</i>
		Recommandations pour renforcer les programmes d'IMPACT			
		Perception des compétences du personnel d'IMPACT			
		Perception de la qualité des produits/programmes			
		Recommandations pour renforcer les programmes d'IMPACT			
Les acteurs humanitaires sont engagés dans les programmes IMPACT	Nombre et/ou pourcentage d'organisations humanitaires contribuant directement aux programmes d'IMPACT (en fournissant des ressources, en participant à des présentations, etc.)	# d'organisations fournissant des ressources (par ex, personnel, véhicules, espace de réunion, budget, etc.) pour la mise en œuvre des activités	Equipe du pays	Journal_Engagement (Engagement_log)	<i>X Oui</i>
		# d'organisations/ de clusters qui participant à la conception de la recherche et à l'analyse conjointe			<i>X Oui</i>
		# d'organisations/ de clusters qui assistant à des séances d'information sur les résultats			<i>X Oui</i>

